

Déclaration à la presse du ministre de la Communication porte parole de gouvernement à l'issue du conseil de gouvernement tenu jeudi 16 février 2012

Le conseil de gouvernement a tenu, jeudi 16 février, sa réunion hebdomadaire destinée à l'examen et à l'adoption d'un ensemble de textes juridiques et réglementaires.

Dans le cadre de son intervention à l'ouverture des travaux du conseil, le chef de gouvernement a mis l'accent sur la nécessité du respect des principes de l'Etat de droit, du traitement des revendications sociales et du dialogue avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, avec suffisamment d'audace et de courage, pour répondre aux revendications légitimes, en toute équité et clarté dans le cadre de ce que prévoit la loi et dans la limite des moyens disponibles.

En outre, le chef de gouvernement a affirmé que le gouvernement assume sa responsabilité et se déclare prêt à reconnaître les erreurs ou les manquements qui auraient pu avoir lieu et à s'en excuser si nécessaire et à réparer les dommages qui auraient pu en résulter. En même temps, le gouvernement met l'accent sur la nécessité du respect de la loi.

Par la suite, le conseil de gouvernement a examiné et adopté le projet de loi 04-12 relatif à l'agrégation agricole présenté par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime. Ce projet vise à mettre en place un cadre juridique à même d'appuyer la petite agriculture en lui permettant d'accéder au financement et aux marchés. Il est également question d'élargir les investissements et l'usage des nouvelles technologies dans le cadre de ce secteur qui comprend pas moins de 400.000 agriculteurs.

Ce projet de loi vise également à définir les principes de l'agrégation agricole et à sécuriser les transactions commerciales conclues entre les parties contractantes à travers le contrat de l'agrégation. Il définit en outre le cadre organisationnel de l'intervention de l'Etat en matière de l'agrégation agricole, et prévoit l'obligation de recours à la médiation contractuelle afin de régler les

différends qui peuvent naître des projets de l'agrégation agricole, et ce avant de recourir à n'importe quelle autre procédure de règlement des différends.

Ensuite, le conseil de gouvernement a adopté le projet de loi 03-12 relatif aux organisations interprofessionnelles agricoles et de pêche maritime. L'importance de ce texte de loi, présenté par le ministre de l'agriculture et de la pêche maritime, réside dans le fait que les plans stratégiques de développement, notamment le Plan Maroc vert et Halieutis, nécessitent le renforcement du rôle des organisations professionnelles à travers l'adhésion de l'ensemble des acteurs du secteur privé, faisant partie de la chaîne de production agricole, à des organisations interprofessionnelles qui les représentent en tant que seul interlocuteur auprès des autorités publiques.

Le conseil de gouvernement a, par la suite, examiné et adopté le projet de loi 05-12 relatif à l'organisation du métier de guide touristique. Ce projet de loi présenté par le ministre du tourisme vise à réhabiliter le métier de guide à travers l'amélioration des conditions d'accès et la mise en place de mécanismes de formation selon les critères internationaux de la qualité. Il vise également, à moderniser le métier de guide touristique à travers la création de sociétés spécialisées et la simplification des conditions d'exercice de ce métier à travers une nouvelle classification.

Au sujet des conventions internationales, le conseil de gouvernement a adopté le projet de loi 06-12 portant approbation du règlement de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) signée le 26 janvier 2009 à Bonn. D'après ce projet de loi présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, cette agence a pour but le renforcement de l'usage durable et à grande échelle de toutes les ressources de l'énergie renouvelable.

Vers la fin de ses travaux, le conseil de gouvernement a adopté un projet de loi 07-12 portant approbation à l'accord se rapportant aux services aériens signé le 26 septembre dernier à Rabat entre le Royaume du Maroc et la République de Guinée Bissau, ainsi que son annexe.

Le conseil de gouvernement a adopté en dernier lieu un projet de décret 2-12-48 portant abrogation du décret 2-89-592 du 30 décembre 1989 instituant au profit de l'Office national des aéroports une taxe parafiscale dénommée

taxe d'équipement aéroportuaire, telle que amendée par le décret 2-92-1028 du 29 décembre 1992.

Ce projet de loi présenté par le ministre de l'Équipement et du Transport abroge cette taxe parafiscale qui impacte négativement les voyageurs qui achètent leurs billets au Maroc et offre des avantages commerciaux aux transporteurs aériens étrangers, étant donné qu'elle s'applique exclusivement aux billets du transport aérien international vendus au Maroc.

Par ailleurs, la réunion du conseil de gouvernement a coïncidé avec l'annonce des résultats du vote positif du Parlement européen avec 369 voix pour, 225 contre et 31 abstentions en faveur de l'accord de libre échange en matière des produits agricoles et de la pêche maritime, sans préjudice aucun à la souveraineté nationale. Le gouvernement estime que ce vote responsable traduit la qualité des relations entre les deux parties et reflète la dynamique exponentielle marquant la coopération entre le Maroc et l'Union européenne dans le sillage du statut avancé. Le gouvernement regrette, toutefois, de voir certaines parties européennes poursuivre leurs manœuvres désespérées ayant pour objectif d'entraver ces relations privilégiées entre les deux parties. Le gouvernement tient, par ailleurs, à saluer à cette occasion les efforts déployés par les responsables européens aussi bien au sein de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe et du Parlement européen afin de parachever la signature et l'adoption de cet accord conclu le 13 décembre 2011. Le gouvernement tient également à saluer les efforts déployés par la diplomatie parlementaire et les ministères des Affaires étrangères et de la Coopération, de l'Agriculture et de la Pêche maritime, ainsi que les acteurs économiques dans le domaine agricole afin de concrétiser cet accord avec tout le soutien qu'il garantit à l'économie nationale.